

Przemyslaw Wielgosz : Vous êtes considéré comme un des « pères spirituels » du mars 1968 polonais. La diffusion de la Lettre ouverte au Parti¹, que vous aviez rédigée avec Jacek Kuron, a ouvert le cycle des événements qui ont culminé dans la révolte étudiante. Quels étaient les buts du mouvement étudiant polonais en mars 1968 ? Et quels furent les liens de ce mouvement avec les propositions de la Lettre ouverte ?

Karol Modzelewski : Les buts que nous nous fixions avec Jacek Kuron en écrivant la Lettre ouverte au Parti différaient de ceux des participants au mouvement étudiant en 1968. Il est vrai que nous avons été accusés d'avoir provoqué ces événements. Le Parquet nous accusait d'en avoir été les deux principaux instigateurs et nous avons été arrêtés dès le premier jour de la mobilisation. Nous étions tous les deux comme des leaders spirituels pour un groupe de jeunes relativement réduit qui a commencé à agir à l'Université de Varsovie. Mais ils furent presque tous arrêtés au cours des premiers jours du mouvement, nombre d'entre eux le premier jour. Dans cette situation les événements ont suivi leur propre voie. Leurs véritables auteurs, ce fut le collectif, l'ensemble des étudiants.

Le mouvement de mars a mobilisé de larges secteurs de l'intelligentsia universitaire, des intellectuels, les gens de la culture et aussi toute la génération de la jeunesse étudiante. Il était dirigé par des leaders apparus au cours des événements, par les comités successifs de délégués des départements des diverses écoles supérieures. Ces comités étaient emprisonnés l'un après l'autre, mais à leur place immédiatement de nouveaux comités étaient créés. Il me semble donc que ce que je pouvais avoir alors à l'esprit peut différer de ce qu'avaient alors à l'esprit tous ceux qui se sont révoltés.

Ils l'ont fait contre des choses très concrètes. Je le percevais d'ailleurs de la même manière et j'étais d'accord avec eux. Nous devons garder à l'esprit qu'il s'agissait d'une lutte en défense des acquis très concrets obtenus après octobre 1956².

Lors du recul qui a suivi octobre, dès le début des années 1960, beaucoup de ces acquis ont été repris, mais il a été possible d'en sauvegarder quelques-uns, des îlots de liberté. Cela concernait en particulier la liberté d'expression et de parole, dans la recherche scientifique et la didactique universitaire, qui ont été garantis dans la loi sur l'enseignement supérieur de 1958. C'était sans doute l'unique loi dans tout le bloc communiste qui garantissait l'autogestion dans l'enseignement supérieur, c'est-à-dire l'élection des recteurs par les professeurs, l'élection des doyens par le conseil du département, l'interdiction d'exclure les étudiants pour des raisons politiques sans une décision de la commission disciplinaire. Et cette dernière était un tribunal composé de travailleurs universitaires, agissant publiquement, avec des défenseurs choisis parmi les universitaires. Les autorités politiques ont voulu par deux fois exclure de l'enseignement Adam Michnik³ et ses collègues, et les deux fois la mobilisation de l'opinion universitaire est parvenue à l'empêcher.

Le parti avait traité auparavant ces îlots de liberté relative comme une soupape de sécurité, un moyen pour préserver des relations relativement pacifiques avec les milieux intellectuels, relativement diversifiés du point de vue idéologique et pas du tout monolithiques. Lorsque la tension sociale s'est accrue, ces soupapes de sécurité se sont avérées être des fissures par lesquelles la protestation s'échappait, et les autorités sont arrivées à la conclusion qu'il fallait les colmater. Les professeurs d'université savaient que les autorités préparaient une nouvelle loi pour l'enseignement

Pologne 1968. Entretien avec Karol

<https://www.contretemps.eu>

Modzelewski

redaction

supérieur, visant à liquider l'autogestion académique. Bien sûr ils s'y opposaient, par leurs propres moyens, sans inciter nullement les étudiants à la mobilisation. Mais comme en même temps des petits groupes d'étudiants actifs politiquement et relativement radicaux agissaient, cela a pris un tournant beaucoup plus dramatique.

Parmi ces groupes le plus important était celui que le parti nommait « les commandos ». Ce n'était pas une organisation, mais plusieurs groupes d'amis qui avaient plus ou moins de rapports entre eux, surtout à l'Université, mais aussi par exemple à la Grande École Théâtrale et à la Polytechnique de Varsovie. Au cours de cette année les événements se succédaient rapidement, on peut dire qu'ils nous mordaient la nuque. J'ai tenté de les freiner un peu. Car j'avais un contact quotidien avec « les commandos », ces jeunes gens très actifs, et je savais qu'il s'agissait d'un milieu que le pouvoir ne tolérait qu'en serrant les dents et en préparant la matraque. Je ne voulais vraiment pas qu'ils se retrouvent en prison ou que leur vie soit brisée par l'interdiction d'étudier. Tant que c'était possible, je m'opposais à la convocation d'assemblées générales. Je pensais qu'une telle manifestation publique, une action relativement massive par la force des choses, ferait franchir la barrière de tolérance ouvrant la voie à la répression. Ce n'est que lorsque les autorités ont franchi cette frontière non dite que j'ai changé d'avis.

L'exclusion de l'Université de deux leaders des « commandos », Adam Michnik et Henryk Szlajfer, fut le point tournant. Ils ont été exclus par la décision du ministre à la demande du recteur, c'est-à-dire d'une manière contradictoire avec la loi. Le recteur Rybicki a dit qu'il le faisait à titre exceptionnel mais que, si nécessaire, il le considérerait comme un précédent justifiant une nouvelle règle. C'était une déclaration très claire et il était impossible de ne pas y répondre. Il fallait des moyens de protestation plus puissants que ceux dont nous disposions et c'est alors que la première assemblée eut lieu.

L'autre étincelle, qu'il faut mentionner, fut la décision d'arrêter la présentation de la pièce de théâtre d'Adam Mickiewicz, *Les Aïeux*, mise en scène par Kazimierz Dejmek.

Car l'autre sphère, où le plus des acquis d'octobre 1956 étaient préservés dans les années 1960, fut celle de la vie culturelle. Là aussi les autorités voyaient l'efficacité des soupapes de sécurité et là aussi ces soupapes sont devenues des fissures par lesquelles la protestation sociale a atteint la lumière du jour, pour une large part à la suite de « la demande » du pouvoir lui-même. La proclamation de l'interdiction de la présentation des *Aïeux* a été un exemple classique de la bêtise et de la crainte que dans une situation de montée des tensions, même la scène théâtrale et une pièce du XIXe siècle peuvent ouvrir cette brèche par laquelle vont apparaître des aspirations à la protestation. Au cours de l'instruction j'ai vu une note de service élaborée par le Service de sécurité qui devrait se trouver dans les annales de l'histoire de la littérature romantique et de sa perception en Pologne. On y indiquait les passages des *Aïeux* applaudis par les spectateurs. Le parti a estimé ces applaudissements suffisamment dangereux pour interdire la représentation. Je ne crois pas qu'ils voulaient provoquer un conflit. Mais dans les conditions du moment le conflit était inévitable.

Un des moments de ces applaudissements me semble mériter particulièrement que l'on s'en souvienne. Il s'agit d'une scène de bal chez un sénateur, au cours de laquelle un des jeunes patriotes varsoviens dit à son ami, futur décabriste et Russe, au sujet du commissaire russe Novosiltsov : « Tu permettras que je lui plante le canif dans le ventre ou bien que je lui casse la gueule ». Ce à quoi ce Russe lui répond : « A quoi cela sert de tuer ou de massacrer un salopard, c'est sans intérêt. Ils trouveront le moyen de liquider les universités, vont crier que les étudiants sont des jacobins et boufferont votre jeunesse. » C'était applaudi, car ces mots étaient considérés - à juste titre - comme prophétiques et non comme un fragment d'une vieille pièce de théâtre du XIXe siècle.

Il ne sert à rien d'y mêler l'idéologie, la lutte contre le système. Bien sûr, l'effet ce furent des

mobilisations massives qui ont atteint la stabilité du système, ses fondements, mais le renversement du système social n'était nullement le but de la jeunesse révoltée. Personne ne le percevait de cette manière. Nous ne pensions pas que c'était la révolution qui se préparait.

Przemyslaw Wielgosz : Pourtant dans la Lettre ouverte il était question de bien plus que de la défense des îlots de liberté en danger...

Karol Modzelewski : Là il était effectivement question de renverser le système. Mais nous avons emballé ce programme dans la phraséologie idéologique qui a donné naissance au communisme. C'était une sorte de cordon ombilical idéologique qui nous liait au système. Dans ce sens la Lettre ouverte fut le plus extrême et le dernier cri du révisionnisme radical⁴. Ce révisionnisme était une révolte contre le régime, contre le système, motivé par le fait qu'en pratique il piétinait les idéaux qu'il proclamait lui-même dans sa théorie et qu'il nous a de plus inculqués.

Przemyslaw Wielgosz : Mais subjectivement, quelle était alors votre perspective, à quoi pensiez-vous ? Était-ce réellement une reconstruction du socialisme, un renversement du communisme pour aller vers un autre socialisme ?

Karol Modzelewski : Ceux qui ont de la patience peuvent lire cette Lettre. Aujourd'hui je ne l'ai plus pour la relire encore une fois, mais je crois m'en souvenir plus ou moins. Certainement la Lettre ouverte n'était pas un appel à la restauration du capitalisme, si c'est ce que vous avez à l'esprit.

Pourtant, parmi les postulats programmatiques on trouvait des choses qui étaient incompatibles avec le communisme : la liberté d'organiser les partis politiques, les oppositions politiques, la liquidation de la censure, des syndicats indépendants avec le droit de grève. Pour nous c'était un idéal du système social fondé sur l'autogestion des travailleurs. Autrement dit, nous voulions aller du communisme non vers la privatisation, mais vers les conseils ouvriers, qui devaient gouverner non seulement les entreprises mais aussi constituer l'ossature du pouvoir de l'État, au travers d'un système pyramidal des conseils. En réalité il s'agissait du programme d'un État ouvrier idéal, ce qui nous a été reproché, non sans raisons, comme un retour aux sources des utopies révolutionnaires, des diverses utopies libératrices dont le communisme est issu. Notre argumentation était marxiste. C'est-à-dire que le marxisme y a été employé pour démasquer le système, le critiquer et appeler à son renversement.

La Lettre ouverte n'a qu'un rapport indirect avec les événements de mars 1968. Elle avait été importante pour ces étudiants de Varsovie qui, plus tard, ont été les principaux initiateurs du mouvement. Le fait que quelqu'un ait écrit une telle chose, que les auteurs furent arrêtés et condamnés, qu'il était possible de protester de cette manière, les a d'une certaine façon inspirés et conduits à agir. Ils se sont regroupés justement en défense des auteurs de la Lettre ouverte, sans être forcément convaincus que son contenu correspondait à leur credo idéologique. La jeunesse était révisionniste, bien sûr. Elle partageait un ensemble de valeurs - que nous partagions également - et son attitude politique découlait de ces valeurs de gauche.

Une de mes amis de cette époque, Jaga Dziegiel, m'a raconté qu'un jour, en mars 1988, elle s'est trouvée dans la cour de l'Université de Varsovie pendant que le NZS⁵ y organisait une manifestation commémorative. Un jeune homme y agitait le drapeau blanc et rouge⁶ et criait « À bas la commune ! ». Quelqu'un s'est attendri et a dit que c'est tout à fait comme vingt ans auparavant. Et Jaga a éclaté de rire. Car si vingt ans plus tôt quelqu'un avait crié « À bas la commune ! » il aurait été pris pour

Przemyslaw Wielgosz : Quelle a été la cause de l'évolution qui a conduit du révisionnisme vers des slogans du genre « À bas la commune ! » ? Qu'est ce qui explique que 13 ans après mars 1968 nous avons Solidarnosc, qui en 1981 revendique le projet de la République autogérée, et puis nous voyons l'abandon des projets autogestionnaires au profit de la restauration capitaliste et ce, dans sa forme brutale, néolibérale, symbolisée par la réforme de Balcerowicz⁷ de 1990. Comment jugeriez-vous aujourd'hui cette évolution ?

Karol Modzelewski : Que puis-je juger, moi ? Demandez plutôt à Balcerowicz, pourquoi il a changé d'avis et au lieu de lutter pour une réforme fondée sur l'autogestion des travailleurs il a commencé une réforme fondée sur la privatisation. Balcerowicz a été un des inspirateurs des conceptions autogestionnaires de Solidarnosc en 1980-1981. Les revendications d'une véritable autogestion des travailleurs et d'un régime étatique fondé sur le principe de l'auto-organisation démocratique de la société furent parmi les décisions du Premier congrès des délégués du syndicat en automne 1981. C'était le point culminant de la lutte pour l'autogestion des travailleurs, qui avait commencé dès août 1980.

L'adoption par les autorités des lois sur l'autogestion des salariés et sur l'entreprise étatique en fut la conséquence. Ces deux actes juridiques essentiels ont été imposés aux autorités par la pression de Solidarnosc. Elles n'ont pas été annulées après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 et ont survécu. Dans ces conseils des travailleurs, dont les possibilités avaient alors été très limitées, plus d'un militant de Solidarnosc a pu trouver un abri et la possibilité d'agir dans l'entreprise alors que le syndicat était poursuivi, interdit et réprimé. Plus tard, au milieu de la décennie 1980, il y a eu le tournant néolibéral d'une partie des militants de Solidarnosc qui a conduit jusqu'à la thérapie de choc de Balcerowicz. Mais ce tournant est le résultat et non la cause de l'évolution qu'a subie l'ancien Solidarnosc. Le principal responsable de cette évolution fut le général Jaruzelski.

À mon avis, en introduisant l'état de guerre, il a détruit le mouvement de masse Solidarnosc de 1980-1981. En ce sens l'état de guerre a été efficace. Il a réussi à atomiser les foules actives qui composaient le mouvement entre août 1980 et décembre 1981. La pacification s'est avérée suffisamment efficace pour que cette force imposante, qui se comptait en millions, ne revienne plus sur la scène politique et sociale polonaise sous cette forme.

Ainsi lorsqu'à la fin des années 1980 le système s'effondrait et que se décidait l'orientation des changements, il n'y avait plus cet élément essentiel qui donnait le ton en 1980-1981. Il n'y avait plus la pression des milieux clairement égalitaires et collectivistes, comme le fut le premier Solidarnosc, qui était largement un enfant du socialisme. Lorsque le communisme s'effondrait, il ne restait plus que le mythe de Solidarnosc. Il continuait à avoir une grande influence sur les gens, mais il ne poussait pas à l'action, il était adopté passivement. C'est justement au nom de ce mythe que le premier gouvernement non communiste pouvait assez efficacement appeler à la patience et à se serrer les ceintures face aux « réformes nécessaires ».

Reste bien sûr la question de savoir si le projet du socialisme démocratique était alors dans les conditions mondiales et polonaises réalisable, si ce n'était pas plutôt l'objet d'une sorte de langueur utopique. En tout cas on n'a réussi nulle part à réaliser ce projet.

Przemyslaw Wielgosz : Revenons encore à l'année 1968. Comment envisagiez-vous alors le

contexte international des événements polonais ? Est-ce qu'en 1968 vous regardiez ce qui se passait en Pologne en mars en tant qu'élément du mouvement qui avait eu lieu et aux États-Unis, et au Mexique, et en France, et en Italie... ?

Karol Modzelewski : Tout cela a eu lieu après. Nous étions avant. Et les Tchèques nous avaient précédés.

Je ne me préoccupais pas alors du contexte international. Pour nous le plus important était ce qui se passait de l'autre côté de la frontière méridionale, en Tchécoslovaquie. On peut dire que tout a commencé là-bas par une grande manifestation étudiante en automne 1967. Puis il y a eu le changement de la direction du Parti communiste et l'ouverture d'un processus de démocratisation, qui pouvait nourrir nos espoirs. D'ailleurs au cours des événements de mars 1968 - pas de mon fait ni du fait de Jacek Kuron ou de ceux qui étaient appelés les « commandos » - il y a eu des pancartes et des slogans : « Toute la Pologne attend son Dubcek ! ». La société tchécoslovaque était dans une situation qui était comparable à la nôtre et nous ressentions son « effet exemplaire ». Si c'était possible en Tchécoslovaquie, alors ça pouvait l'être aussi en Pologne.

Je n'ai été informé que plus tard du Mai parisien et des événements en Europe, à Berkeley et plus généralement aux États-Unis et dans le monde entier. La question qui reste pour moi non résolue, jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'est-ce que tout cela avait de commun ? C'est-à-dire à quel point un certain climat intellectuel, idéologique de la fin des années 1960 en Europe avait une influence et se conditionnait mutuellement avec les événements de Tchécoslovaquie et de Pologne. Dans le passé j'avais tendance à souligner les différences. Aujourd'hui je crois qu'il s'est passé quelque chose d'essentiel dans la culture européenne, qui mérite d'être analysé de près par les historiens et les sociologues. Il faudrait tenter de comprendre les fondements qui font que dans des contextes systémiques si différents, des révoltes semblables de la jeunesse explosent simultanément. Il ne peut s'agir d'un simple concours de circonstances. Car les slogans c'est une chose et les fondements culturels qu'on peut trouver sous ces slogans, une autre. Ces fondements pouvaient être beaucoup plus cohérents que nous ne le pensions alors, à première vue.

Przemyslaw Wielgosz : Et comment l'appréciez-vous en perspective ?

Karol Modzelewski : J'ai été en taule immédiatement, alors ce que je savais, je le savais de Trybuna Ludu⁸ et éventuellement des remarques acides de l'officier instructeur. Lorsque je suis sorti de prison, c'était après décembre 1970, la situation avait changé complètement.

J'ai été libéré en septembre 1971 et c'était une autre Pologne, celle de Gierek, très différente de celle de Gomulka. Ceux qui sont restés en liberté avaient vécu la fin des années 1960 comme une nuit noire qui a embrassé la Pologne, mais même s'ils dramatisaient la situation excessivement, car ce n'était pas non plus la clarté qui avait précédé cette période, l'arrivée de Gierek au pouvoir, son attitude envers les protestations ouvrières, annonçait un changement important. Ce fut vraiment le début du cycle qui a conduit jusqu'aux mobilisations de l'été 1980. À mon avis, une voie menait directement au chantier naval de Gdansk de 1980, voie qui commençait par le voyage du premier secrétaire du POUP, Edward Gierek, et du premier ministre, Piotr Jaroszewicz, au chantier naval Warski de Szczecin en janvier 1971, juste après les émeutes de décembre 1970. Car un précédent avait été réalisé et il persistait dans les consciences : il est possible d'imposer le dialogue au pouvoir par une grève ouvrière bien organisée.

Przemyslaw Wielgosz : Il y a là un paradoxe : d'une part le rôle de la classe ouvrière s'accroît, en tant que force capable d'exercer une pression sur le pouvoir au nom de ce que ce pouvoir proclame, et, en même temps, au niveau idéologique, à ce niveau où l'intelligentsia fonctionne, il y a eu un recul de la conviction qu'il est possible encore de réviser l'idéologie officielle et d'élaborer une alternative au stalinisme et au post-stalinisme en se fondant sur le marxisme et en employant ses outils...

Karol Modzelewski : Je crois qu'après 1968, surtout après la Tchécoslovaquie, cet espoir révisionniste a été brisé. Les illusions se sont évaporées après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées des cinq pays du Pacte de Varsovie. À mon avis, les professeurs révisionnistes n'avaient pas de projet politique. Ils ne pensaient même pas que c'est leur rôle. S'ils s'engageaient dans les activités publiques, politiques, ils le faisaient surtout en défense de l'autonomie universitaire. Cela concerne aussi ceux qui étaient les créateurs d'un certain climat intellectuel et idéologique, fondé sur le fait que l'on examinait les slogans et les promesses du communisme et qu'on l'accusait de falsification. Le plus radical alors parmi les professeurs était Leszek Kolakowski⁹. Les autres étaient plus modérés. Mais Kolakowski estimait aussi qu'il faut défendre la substance, que nous ne sommes pas dans la situation de ceux qui n'ont rien à perdre, que si l'on assiste à une remise en cause d'Octobre (ce dont il a parlé assez ouvertement lors de la célèbre réunion du département d'histoire de l'Université de Varsovie en 1966, ce qui lui a valu l'exclusion du parti), cette régression n'est pas totale et que nous avons l'obligation de défendre la substance de la culture nationale car les circonstances historiques nous l'ont confiée, à nous universitaires. Nous ne pouvions permettre au pouvoir de détruire cela. Et c'est tout. Aucun projet d'activités offensives. Au contraire, ils étaient prêts à nous calmer, tant que c'était possible.

Przemyslaw Wielgosz : Est-ce que l'année 1968 fut également une rupture dans la vie intellectuelle ? Est-ce alors que l'intelligentsia se distance d'une vision du monde social qui reste dans le cadre d'une tradition marxiste au sens large, d'un ethos de gauche ?

Karol Modzelewski : Cela a lieu surtout après août 1968, mais aussi après mars. Comme je l'ai mentionné, les révisionnistes n'étaient pas dans leur majorité aussi radicaux que Kuron et moi. Ils ne pensaient pas qu'il faille renverser le système. Ils voulaient le démocratiser par des pressions et une forme de dialogue avec ceux qui le dirigeaient. Dans cette situation la perte de l'espoir qu'un tel dialogue est possible a conduit à l'abandon, ou a contribué à l'abandon, des points de références que fournissait la tentative révisionniste de lecture du marxisme.

Par ailleurs un grand nombre d'entre eux a émigré et en tant qu'émigrés ils se sont retrouvés dans un tout autre contexte. Il faut se poser la question de savoir si les révisionnistes expulsés de Pologne avaient pu trouver un langage commun avec la gauche occidentale ? Il m'est difficile d'y répondre.

Pour moi, mars a été l'événement pour lequel je fus le plus longtemps emprisonné, plus longtemps même que pour Solidarnosc. Si je dois le mesurer ainsi, ce fut bien sûr une date importante. Mais si je devais considérer que quelque chose dépendait de moi, j'indiquerais plutôt les événements des années 1980-1981. D'abord, parce que j'y ai pris une part très active. Ensuite, parce que je le faisais en étant convaincu à 100 % et en même temps avec une terrible peur que cela finisse mal. En écrivant la Lettre ouverte je n'avais pas ressenti une telle peur. J'avais peur qu'ils ne nous arrêtent avant que nous ne puissions la terminer. Après j'avais peur que les jeunes gens, qui nous étaient les plus proches, au lieu de faire une conspiration révolutionnaire allaient se présenter en opposants publics et légaux. Je leur ai même adressé un tel message de la prison de Barczewo, disant que nous ne voulions pas constituer une opposition de salon et que, au lieu de prendre publiquement des risques, ils devraient aller silencieusement vers les ouvriers avec « la parole divine », c'est-à-dire

avec notre manifeste, et construire les structures du parti clan- destin, du parti révolutionnaire.

J'étais très fier de ce message, mais eux s'en sont publiquement moqués. Je l'ai passé à ma mère lors de sa visite dans un local séparé, à table, surveillé par le chef de la sécurité de la prison de Barczewo lui-même. Ma mère était une femme soviétique donc elle a immédiatement compris de quoi il s'agissait, mais lui n'a rien vu. Et lorsque mes jeunes amis ont commencé à rigoler de ce message devant toutes les écoutes possibles, ce chef s'est certainement fait engueuler... En tout cas lors de la visite suivante, et bien que je n'avais pas reçu de nouveau message, ce chef, très gêné, a commencé à retourner les manches du manteau de ma mère. Et ma mère le regardait avec ses yeux bleus et lui a dit qu'elle est une femme honnête. J'ai alors réussi à ne pas éclater de rire. Mais ce fut le seul résultat de mes rêveries révolutionnaires.

Plus tard, en 1981, j'avais conscience que nous étions devant un processus révolutionnaire et j'avais très peur alors que son point culminant ne finisse tragiquement. Mais je savais que ma place était dans ce mouvement et que ma tâche consistait à tenter de le mener à cette variante peu probable qui permettrait de réaliser ses buts sans le conduire en même temps à une confrontation directe.

Przemyslaw Wielgosz : Peut-on dire que ce n'est que dans Solidarnosc que vous avez entrevu cette force qui pourrait réaliser le projet du socialisme autogestionnaire dont vous parliez dans la Lettre ouverte ?

Karol Modzelewski : Alors je me préoccupais peu du socialisme. Je pensais à ce qu'il est possible de faire. Je savais que c'était un mouvement révolutionnaire. Et les milieux ouvriers étaient toujours, sur le plan moral, mon point de référence. Je pensais que ce sont justement eux, les ouvriers, qui sont capables de mettre ce système le dos au mur, qu'ils ont des raisons pour cela, des motivations, et qu'indépendamment du rapport de forces international, cela les met en danger, met en danger le pays et nous tous. Dans ce sens je ne suis pas un intellectuel très typique. De plus, je pensais que pour éviter ce danger d'une confrontation directe il ne fallait pas manipuler ce mouvement de masse pour l'affaiblir et qu'il soit en conséquence étouffé par les seules forces des communistes polonais. Au contraire, je voulais maintenir aussi longtemps que possible cet état d'équilibre instable, d'équilibre de la peur, pour que les changements provoqués par ce mouvement deviennent irréversibles. C'était une illusion. Mais du fait des fonctions que j'y exerçais je crois que j'avais l'obligation d'avoir cette illusion. Lorsque l'on conduit un train ou tout autre véhicule et que la probabilité de la catastrophe est de 99 % on ne peut se comporter comme s'il n'y avait pas de chances d'éviter la catastrophe.

Przemyslaw Wielgosz : Pensez-vous qu'entre les étudiants de 1968 et les ouvriers de 1981 on peut parler d'une continuité ou bien faut-il parler d'une rupture ?

Karol Modzelewski : Les ouvriers n'étaient pas les seuls qui ont pris part aux événements de 1980-1981. Ce fut un mouvement plus large. Solidarnosc était un mouvement avant tout ouvrier, mais pas seulement. Un de ces éléments essentiels ce fut la coopération de l'intelligentsia et des ouvriers. Je parle de l'intelligentsia au sens large, y compris l'intelligentsia technique. Pour l'intelligentsia d'une certaine génération, celle qui a vécu l'année 1968, mars a été une expérience forte. Plus tard, au moment de Solidarnosc et de l'état de guerre, les intellos ont pu jouer des rôles très différents. Comme vous le savez, lorsque des événements reflètent le passé historique, ses participants, les activistes, les leaders se trouvent dans tous les coins de la scène politique. Mais revenons à 1980-1981. Au sein de l'intelligentsia qui participait à ce mouvement on sentait alors le signe d'une commune expérience de la génération de mars 1968. Mais je ne chercherais pas là une

Pologne 1968. Entretien avec Karol

<https://www.contretemps.eu>

Modzelewski

redaction

continuité idéologique. Même en moi-même je n'arrive pas à la trouver, car je crois qu'en 1980-1981 je ne pensais plus avec des catégories idéologiques, bien que j'avais mon système de valeurs et que c'était toujours un système de valeurs dont les ouvriers étaient le point de référence. Je ne pensais pas qu'on doive utiliser les ouvriers et leur révolte en tant que force destructive et ensuite gérer ce qu'on pourra éventuellement obtenir de manière différente de ce que cette force pourrait vouloir. En ce qui me concerne je voulais être loyal envers les ouvriers et c'est pour cela que j'ai eu du mal lors du tournant néolibéral de la majorité de mes collègues en 1989, mais c'est une autre histoire.

Traduit du polonais par Jan Malewski.

Cet entretien est paru initialement dans [le numéro 22 de Contretemps \(1re série\)](#).

références

1. ↑ Jacek Kuron et Karol Modzelewski, Lettre ouverte au parti ouvrier polonais, *Cahiers « rouge »*, documents de formation communiste n° 4, François Maspero éditeur, Paris Cette note comme les suivantes sont du traducteur
En 1956 un processus révolutionnaire a culminé en Pologne en octobre, lorsque la mobilisation de masse a imposé un changement à la tête du Parti ouvrier unifié polonais au pouvoir. Wladyslaw Gomulka, ancien dirigeant écarté sous le stalinisme, devint alors premier secrétaire. Il normalisera le pays après 1956 et sera remplacé en décembre 1970 par Edward Gierek, après avoir fait tirer sur les ouvriers des ports de la Baltique en grève. En 1956 un mouvement de conseils ouvriers imposa les premières loi autogestionnaires (rapidement « normalisées » dans les usines) et les milieux universitaires obtinrent une assez large libéralisation, dont la remise en cause fut plus longue.
2. ↑ Adam Michnik était alors l'un des principaux animateurs des groupes des étudiants de Varsovie que les autorités nommèrent « les commandos », terme finalement repris avec fierté par eux-mêmes. Il avait animé à l'Université de Varsovie le « club de chercheurs des contradictions », rapidement interdit. Il dirige aujourd'hui *Gazeta Wyborcza*, le principal quotidien polonais, néolibéral.
3. ↑ En 1956 un courant de gauche - la « Gauche d'Octobre » - apparut. Il a été accusé d'être constitué de « révisionnistes » du marxisme (à l'image de Bernstein) par les conservateurs staliniens et ce terme a fini par coller à ceux qui employaient la méthode marxiste d'analyse critique de la société sous domination bureaucratique et par être revendiqué par eux.
4. ↑ L'Association indépendante des étudiants, NZS, était une organisation largement influencée par les courants se revendiquant des traditions de la droite polonaise.
5. ↑ L'étendard national polonais.
6. ↑ Leszek Balcerowicz, économiste, a été expert de Solidarnosc en 1980-1981. En septembre 1989 il devint ministre de l'économie et imposa une « thérapie de choc » dictée par le FMI, connue sous le nom de « plan Balcerowicz ».
7. ↑ « Tribune du peuple », organe central du POUP, quotidien.
8. ↑ Leszek Kolakowski, philosophe, membre du POUP jusqu'à son exclusion en 1966, a émigré en 1968. Après un court séjour chez Ernest Mandel à Bruxelles, il a obtenu un poste de professeur d'université en Grande-Bretagne. En publiant au cours des années 1970 *Les principaux courants du marxisme* il a signalé sa rupture avec le marxisme sous toutes ses formes (paru en français sous le titre *Histoire du marxisme*, éd. Fayard, Paris 1987).
9. ↑